

Jeudi 23 avril 2026

Sindicat d'Habitatge d'Andorra (Syndicat du Logement d'Andorre)

À l'attention des délégués des coprinces d'Andorre
À transmettre à leurs Excellences les coprinces

Messieurs Excellences,

Nous nous adressons à vous au nom du **Sindicat d'Habitatge d'Andorra** (SHA), une organisation née du cycle de mobilisations spontanées de 2023. Depuis, nous avons mobilisé des milliers de personnes dans les rues du pays pour protester contre la **crise du logement** qui frappe les classes populaires andorranes depuis de nombreuses années. Les premières mobilisations ont exprimé un cri collectif : « Ça suffit ! » Le nouveau cycle de mobilisations a transformé ce juste mal-être en **revendications plus concrètes, plus élaborées et plus démocratiquement débattues, comme celles défendues publiquement le 5 avril 2025.**

Depuis de nombreuses années, le logement représente l'un des principaux enjeux pour la société andorrane. La crise du logement a des **répercussions sur la dignité humaine, la stabilité de vie et la possibilité même de vivre et de rester dans son propre pays.** Pendant des mois, le Syndicat a adopté une attitude de proactivité, désireux de travailler et de se présenter comme un interlocuteur pour la représentation du peuple andorran face à cette crise. Cependant, **cette volonté n'était pas inconditionnelle.** Nous avons constaté que le projet de loi impulsé par le Gouvernement pour la période 2027-2030 ne résout pas le problème de fond, et que les revendications légitimes du Syndicat n'y ont pas été prises en compte. Cette loi ne fera qu'administrer un désengagement progressif sans avoir protégé les intérêts des **locataires, qui constituent la majorité dans notre pays.** Cette situation conduit à une période d'instabilité, de renchérissement et de nouvelles voies d'expulsion résidentielle. C'est la raison pour laquelle nous avons opté pour la dénomination « **Loi d'Expulsion Programmée** ».

Dans ce contexte, il nous apparaît opportun de partager avec vous les préoccupations exprimées par la population locale concernant l'événement prévu sur la « Plaça del Poble » d'Andorre-la-Vieille. Cette initiative **ne saurait être le fruit d'un dédain institutionnel, mais découle plutôt de notre volonté de faire valoir notre droit à la libre expression pour exprimer une profonde préoccupation face à une situation sociale insoutenable.** Elle est également motivée par le refus catégorique du Gouvernement et de sa majorité parlementaire (disproportionnée par rapport au nombre d'habitants) de reconnaître l'urgence des revendications que nous défendons avec constance depuis plusieurs mois. Dans un régime démocratique consolidé, les grands moments publics ne devraient pas être exclusivement dédiés à la mise en scène du pouvoir, mais également à la promotion de **l'expression légitime de la société.**

Par ailleurs, nous tenons à souligner l'incohérence manifeste révélée par votre visite. À de multiples dates symboliques, telles que la Journée internationale des travailleurs ou la Journée de la Constitution andorrane, des milliers de travailleurs sont contraints de poursuivre leurs activités avec une efficacité optimale. Cependant, dans le cadre d'un acte institutionnel requérant une participation citoyenne spécifique, des modalités exceptionnelles en termes de flexibilité et d'adaptation des horaires se mettent en place de manière spontanée. Nous n'avons pas l'intention de nous appesantir sur cette exception, mais nous

souhaitons souligner que **les droits civiques et la participation ne sauraient être instrumentalisés par les institutions** pour servir des objectifs de communication du pouvoir.

De même, il a été constaté que, **avant même** que la population n'exerce ce droit à la libre expression, un **discours visant à discréditer cette expression publique du malaise a été initié**. Cette situation ne fait que confirmer la **pertinence** de notre action : lorsque certains médias consacrent autant d'efforts à donner des leçons à la société avant même qu'elle ne s'exprime, c'est parce qu'ils savent que **la question du logement a atteint un point critique**.

Par conséquent, cet appel à la citoyenneté est une stratégie de pression démocratique et pacifique face à une situation exceptionnelle. Il s'agit également d'un **signal clair que les dirigeants des États doivent prendre en compte**. Notre premier objectif est d'assurer une paix sociale durable en garantissant un **logement digne, stable et abordable pour tous les citoyens**. C'est précisément pour cette raison que nous émettons des avertissements. Cependant, si le Gouvernement andorran persiste à **négliger** les demandes sociales urgentes, si les revendications des citoyens ne sont pas entendues, le pays risque de connaître une **escalade des tensions sans précédent depuis 1933**. Ainsi, la rupture de cette paix sociale ne sera pas imputable aux personnes qui, depuis des années, signalent le risque, mais au Gouvernement et à la majorité parlementaire qui le soutient.

Veillez agréer, Messieurs Excellences, la nôtre considération distinguée,

Sindicat d'Habitatge d'Andorra